



Conseil des droits de l'Homme 50^{ème} Session

Point 10 : Assistance technique et renforcement des capacités

Dialogue interactif avec l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'Homme en République Centrafricaine

06 juillet 2022

L'Alliance évangélique mondiale et Caritas Internationalis remercient l'Expert indépendant pour son rapport oral.

Malgré des améliorations de la situation sécuritaire dans une partie du territoire centrafricain, certaines zones, surtout celles les plus reculées qui n'ont pas encore une présence des Forces onusiennes, ni des Forces Armées Centrafricaines et leurs alliés, sont encore sous le contrôle des groupes armés qui sévissent contre la population.

Nous appelons au respect du cessez-le feu du 15 octobre 2021 par toutes les parties, au dialogue entre le gouvernement et les groupes armés et à la mise en œuvre d'un processus de DDR en vue d'un retour de l'exercice des pouvoirs régaliens par l'État et du respect de l'État de droit sur l'ensemble du territoire centrafricain.

Malgré l'adoption en 2018 d'un Plan national pour la prévention de l'incitation à la haine et à la violence, nous assistons à une utilisation grandissante des médias pour exacerber des tensions internes et internationales. Nous condamnons tous les appels à la haine et nous demandons que le Plan soit implémenté avec des engagements concrets et urgents et des mécanismes de monitoring et alerte précoce.

Nous saluons l'ouverture d'un premier procès par la Cour pénale spéciale et demandons que la lutte contre l'impunité se poursuivre et s'intensifie.

Nous saluons la tenue du Dialogue Républicain, toutefois, nous exprimons notre inquiétude autour de la tentative de révision constitutionnelle.

Nous sommes très préoccupés par l'installation d'une culture de violence criminelle et l'effondrement du système éducatif national.

Nous appelons la communauté internationale à soutenir le système éducatif national et ces partenaires, ainsi que promouvoir le renforcement de capacités des éducateurs dans la formation à la paix et à la responsabilité citoyenne surtout des jeunes.

Dans le processus de Justice Transitionnelle, nous saluons l'opérationnalisation de la Commission Vérité Justice Réparation Réconciliation (CVJRR). Nous appelons les institutions nationales et internationales à soutenir cet organe avec les ressources humaines et matérielles nécessaires.

Nous appelons également la communauté internationale à soutenir la Plateforme des confessions religieuses, qui poursuit son travail de sensibilisation, avec l'appui de la MINUSCA, et s'engage contre les appels à la haine et à la violence entre communautés.

Nous attirons enfin l'attention sur la récente et criante pénurie de carburant, suite à la situation globale : elle paralyse de manière générale la vie socio-économique, provoque une flambée vertigineuse des prix des denrées alimentaires et des produits de première nécessité avec une rupture des stocks et met à haut risque le fonctionnement des hôpitaux.

Nous appelons le gouvernement, les Pays limitrophes, de qui dépend l'approvisionnement, ainsi que la communauté internationale, à tout faire avant que la situation humanitaire ne s'aggrave davantage et la tension sociale qui en dérive ne débouche sur de nouvelles vagues de violence.

Finalement, nous aimerions demander à l'Expert Indépendant, quel mécanisme il préconise pour un meilleur contrôle de la circulation illégale des armes, compte tenu du fait que l'embargo semble pénaliser avant tout les forces gouvernementales ?